

"Difficultés scandinaves" dans La Vie Française (14 octobre 1955)

Légende: Le 14 octobre 1955, le journal La Vie Française évoque les difficultés de coopération entre les pays scandinaves.

Source: La Vie Française. 14.10.1955. [s.l.].

Copyright: (c) La Vie Française

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"difficultes_scandinaves"_dans_la_vie_francaise_14_octobre_1955-fr-7a3e27fc-77b7-41b4-8e32-a821ec587f49.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Difficultés scandinaves

Pour celui qui, comme moi, visite régulièrement les pays scandinaves depuis de nombreuses années et qui se tient en étroit contact avec la marche de leurs affaires, le fait que la présente tendance universelle au renchérissement du crédit ait débuté en Europe septentrionale représente plus qu'une circonstance fortuite.

Tardivement, de mauvaise grâce, sous la pression de difficultés intérieures qu'ils ne pouvaient plus ignorer ou contester et dont ils ne pouvaient plus attribuer la responsabilité à d'autres qu'à eux-mêmes, les gouvernements socialistes du Danemark, de la Norvège et de la Suède ont été contraints de renverser leur politique de monnaie bon marché avant même que certaines grandes puissances aient également décidé de resserrer le crédit. Cette déviation sur les principes a excité à un haut degré la mauvaise humeur des socialistes scandinaves qui, pendant tant de temps, s'étaient manifestés, dans le domaine de la théorie comme dans celui de la pratique, comme les représentants les plus zélés d'une politique d'argent bon marché. Il s'est trouvé que cette formule répondait à leurs conceptions philosophiques et elle mettait entre leurs mains un puissant instrument pour la réalisation des promesses électorales traditionnelles: le plein emploi, le logement à bon marché et un programme de bien-être en progrès constant - tout cela sans égard pour les conséquences financières et économiques.

Fait symptomatique: dans les trois pays, les gouverneurs des Banques centrales ont fait entendre des protestations répétées contre une telle politique. Les avertissements n'ont pas manqué non plus de la part des représentants du monde des affaires et de personnalités éminentes. Tous s'accordaient pour exposer qu'en dépit de leurs dénégations, les gouvernements socialistes du Danemark, de la Norvège et de la Suède organisaient, de propos délibéré, l'inflation, provoquaient une consommation excessive et se préparaient des lendemains difficiles dans le domaine économique. Mais toutes les mises en garde tombaient dans des oreilles de sourds et, invariablement, elles suscitaient de l'irritation. De temps à autre, un freinage était appliqué dans le secteur privé de l'économie, tandis que l'on continuait à mettre en circulation des milliards de couronnes dans le secteur public.

A l'été de 1954 cependant, le Danemark, et plus tard la Suède et la Norvège, eurent soudain la sensation désagréable du caractère sérieux de la situation. Les trois pays se trouvaient en présence d'un énorme déficit commercial qui appelait des remèdes immédiats; mais aucun d'eux ne savait au juste quoi faire. Les Danois, de plus, découvrirent avec chagrin que l'ensemble de leurs réserves monétaires s'était dissipé et qu'un excédent s'était trouvé transformé du jour au lendemain en un déficit considérable. Les Suédois, quant à eux, devaient faire face à de dangereuses demandes de relèvements de salaires, à des importations excessives d'articles de luxe, à des dépenses effrénées et à une diminution de leurs réserves monétaires. La Norvège, enfin, constatait non sans alarme que sa situation financière, déjà fort instable dans le passé, se trouvait exposée à de nouvelles tensions.

Ce n'est pas qu'il y eut rien de particulièrement nouveau dans ces constatations, puisque, durant toute la période d'après guerre, ces trois pays avaient dû, à différentes reprises, faire face à des difficultés en matière de balance des paiements. Mais, remarquons-le, à aucun moment ces difficultés ne s'étaient présentées sous une apparence aussi pressante et aussi menaçante. D'autre part, il y avait toujours eu, dans le passé, quelque facteur de caractère international sur lequel ils pouvaient assurer n'avoir aucun contrôle et qui, par conséquent, pouvait être présenté comme le point de départ de leurs tribulations. Un salut inattendu - qu'il prit la forme du Plan Marshall, de l'Union européenne des Paiements, ou bien encore d'une amélioration soudaine de la situation des affaires, d'un boom de la navigation, etc. - ne fit jamais défaut au moment critique, encore que certaines de ces panacées fussent de durée limitée. Cette fois, il est manifeste que les difficultés ne procèdent pas de causes internationales, mais qu'elles sont la conséquence directe de la politique intérieure des pays intéressés. De plus, elles mettent aux prises chacun des gouvernements avec le délicat problème du pouvoir accru de consommation, qu'ils s'étaient efforcés avec tant de zèle de développer et qui maintenant, à la manière d'un boomerang, revient les frapper durement. Dans les trois pays, la production atteint un point culminant. L'économie est booming et les exportations s'accroissent de la façon la plus impressionnante. Et cependant, les importations se développent encore plus rapidement, avec cette conséquence que le déficit du commerce extérieur s'élargit et que celui de la balance des paiements apparaît menaçant. Rien ne paraît porter remède à cette situation, pas même une reprise de l'activité des transports

maritimes, qui a débuté pendant le dernier trimestre de 1954, après une longue période d'accalmie. Des encaissements inégales dans le domaine du tourisme ne semblent pas d'avantage s'atténuer. Quelle que soit l'importance des gains que procure aux trois pays la vente au monde de leurs marchandises et de leurs services, ils dépendent invariablement d'avantage.

Leur commerce extérieur présentait, pour les six premiers mois de 1955, un solde négatif: au Danemark, 571 millions de couronnes, contre 675 millions pour la période correspondante de l'année précédente; en Norvège, 487 millions de couronnes, contre 357; en Suède, 985 millions de couronnes, contre 600.

Bien que, dans les trois pays, les chiffres de juillet aient accusé une certaine contraction du déficit, et quoique le second trimestre soit traditionnellement meilleur que le premier, du fait des facilités meilleures pour l'exportation maritime, il est encore trop tôt pour se rendre compte si les mesures restrictives prises en 1954 ou ces derniers mois compriment réellement le pouvoir d'achat du public. De fait, en dépit du taux plus onéreux de l'argent, des emprunts intérieurs assortis d'un intérêt élevé et d'une réforme générale des crédits bancaires, les importations se maintiennent à un niveau élevé et les prix accusent encore une tendance haussière.

En octobre 1953, le Danemark possédait une réserve de devises de 350 millions de couronnes. En 1954, il a subi une perte de 500 millions et il accusait, en fin du premier semestre 1955, un déficit de 457 millions, réparti pour sa plus grande partie parmi les membres de l'Union européenne des paiements. En Norvège, les réserves de devises, qui s'évaporaient, se sont un peu relevées en dernier lieu, mais le fait n'est pas dû à une amélioration de la balance des comptes. Les Norvégiens ont obtenu au printemps un prêt de 25 millions de dollars de la Banque internationale, et un autre de 15 millions de banques américaines privées, outre l'équivalent de 15 millions de dollars en Suisse et en Hollande.

En Suède, la balance des paiements accuse un plus faible déficit que l'an dernier, grâce surtout au fait que la mobilisation de certains crédits a permis de différer une série de règlements. Cependant, les réserves de devises étrangères s'amointrissent: elles sont maintenant inférieures de 200 millions de couronnes à leur montant de janvier 1955 et de 650 millions environ à celui de janvier 1954. Le petit crédit dont elle dispose encore à l'Union européenne des paiements pourra se trouver bientôt dissipé si la tendance actuelle se poursuit.

On peut constater, au sujet de la position scandinave, un curieux paradoxe. Depuis la fin de la guerre, les principaux experts socialistes de l'Europe septentrionale ont fermement soutenu cette thèse erronée qu'une crise économique était inévitable aux Etats-Unis. Leurs « plans », en conséquence, visaient surtout à prévenir, ou tout au moins à modérer les répercussions nuisibles sur l'économie des trois pays de la crise américaine envisagée. Plus activement que les Norvégiens et les Danois, les Suédois se sont évertués pendant dix ans à lutter contre une crise mondiale illusoire, suscitant ainsi pour eux-mêmes une série interminable de difficultés. Pour ce qui est des experts danois, ils étaient arrivés à la conclusion qu'une dépression sérieuse s'affirmerait au printemps 1954: aussi commencèrent-ils à appliquer une politique de « tours de manivelle », qui ne pouvait trouver la moindre justification dans les faits réels de la situation américaine, internationale ou danoise. Les Norvégiens ont de même obstinément poursuivi une politique expansionniste sans contact avec les réalités.

Les résultats inévitables d'une crise inflationniste se manifestent maintenant. Mais les trois gouvernements scandinaves ne disposent plus que de faibles munitions pour les combattre.

George SOLOVEYTSCHIK